
IRCAM

1, Place Igor Stravinsky
75004 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

5, rue Lespagnol - 75020 PARIS
Tél. : 33 (0)1 44 93 10 30 - Fax : 33 (0)1 44 93 10 39
E-mail : paris20@gmba.fr
Site internet : www.gmba-allinial.com

SARL au capital de 75 812,90 euros - 612 007 690 RCS PARIS - NAF 6920 Z - N° TVA : FR 01612007690
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région Parisienne
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International



Notre engagement
responsable depuis
2012

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 24 mai 2018 nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « Ircam » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués. Nous nous sommes en particulier attachés à apprécier la justification des provisions pour risques et charges.

La note de l'annexe « Immobilisations financières » fait état des actions détenues par l'IRCAM. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés de la correcte évaluation des immobilisations financières.

La note de l'annexe « Avantages et ressources provenant de l'étranger » présente le tableau des avantages et des ressources provenant de l'étranger. Nos travaux ont consisté à nous assurer du caractère exhaustif des informations fournies et de leur valorisation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le

cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements

ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 10 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes



Représentée par

GMBA Séléco

Virginie DORMEUIL

Commissaire aux Comptes Associée

COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

- BILAN ACTIF
- BILAN PASSIF
- COMPTE DE RESULTAT
- ANNEXE

COMPTE FINANCIER 2024 - BILAN ACTIF

Actif	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Actif Immobilisé				
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	3 058 404	1 737 237	1 321 167	1 400 577
Autres immobilisations financières	1 104 010	0	1 104 010	1 106 965
Total (I)	4 162 414	1 737 237	2 425 177	2 507 542
Actif Circulant				
Stocks	0	0	0	0
Avances et acomptes sur commandes	469	0	469	0
Clients et comptes rattachés	593 562	0	593 562	2 308 994
Autres créances	2 406 098	0	2 406 098	632 972
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Disponibilités	14 318	0	14 318	11 229
Charges constatées d'avance	118 099	0	118 099	0
Total (II)	3 132 546	0	3 132 546	2 953 195
TOTAL BILAN ACTIF (I à II)	7 294 959	1 737 237	5 557 723	5 460 737

COMPTE FINANCIER 2024 - BILAN PASSIF

Passif	31/12/2024	31/12/2023
	Net	Net
Fonds Associatifs		
Réserves facultatives	534 556	860 002
Résultat de l'exercice	-537	-325 446
Subventions d'investissement	934 678	1 014 089
Total (I)	1 468 697	1 548 645
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour charges	0	0
Total (II)	0	0
Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit (1)	953 873	484 899
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	347 085	593 433
Avances et acomptes reçus sur commandes	6 038	0
Dettes fiscales et sociales (2)	1 782 757	1 931 432
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	0	1 046
Autres dettes	5 006	0
Produits constatés d'avance	994 266	901 282
Total (III)	4 089 025	3 912 092
TOTAL BILAN PASSIF (I à III)	5 557 723	5 460 737

(1) : dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

953 873

484 899

(2) : dont dette sociale pour congés à payer

895 249

878 801

COMPTE FINANCIER 2024 - COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2024	31/12/2023
	Net	Net
Ventes de prestations de services	1 636 367	1 006 248
Chiffre d'affaires nets	1 636 367	1 006 248
Produits de tiers financeurs (subventions d'exploitation & Mécénat)	9 542 459	10 232 726
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	510 614	482 452
Autres produits	250 809	234 801
Total des produits d'exploitation (I)	11 940 249	11 956 228
Achats de marchandises	114 307	149 095
Autres achats et charges externes	2 626 630	2 570 409
Impôts, taxes et versements assimilés	181 596	148 774
Salaires et traitements	5 460 259	5 604 420
Charges sociales	2 874 560	3 077 913
Dotations aux amortissements sur immobilisations	464 342	432 004
Autres charges	227 726	384 535
Total des charges d'exploitation (II)	11 949 420	12 367 150
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-9 171	-410 922
Produits financiers (III)	12 678	9 718
Charges financières (IV)	223	632
2- RESULTAT FINANCIER (III-IV)	12 455	9 086
3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1+2)	3 284	-401 837
Produits exceptionnels (V)	0	72 980
Charges exceptionnelles (VI)	3 821	0
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL	-3 821	72 980
Impôts sur les bénéfices (VII)	0	-3 411
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	11 952 927,29	12 038 926
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	11 953 464,24	12 364 372
5- EXCEDENT OU DEFICIT	-536,95	-325 446
Prestations en nature CP	978 700	978 700
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	978 700	978 700
Mise à disposition gratuite de biens CP	978 700	978 700
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	978 700	978 700

COMPTE FINANCIER 2024 – ANNEXES REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan de l'exercice d'une durée de **12 mois**, de la période du **1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024**, dont le total est de **5.557.723 €** et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de **536,95 €**, ont été établis selon les dispositions du Code de Commerce, du Plan Comptable Général, du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 portant règlement comptable des associations, des autres règlements du Comité de la Réglementation Comptable et des textes pris pour leur application.

Association de droit privé au sein du périmètre du Centre Pompidou, les comptes sont audités par un commissaire aux comptes.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Informations générales et faits significatifs de l'exercice

L'Ircam est un lieu de **création artistique** diffusée auprès du public, s'appuyant sur la **recherche**, tout en organisant une **transmission** de son savoir-faire. Il a pour mission de susciter une interaction féconde entre recherche scientifique, développement technologique et création musicale contemporaine et ainsi contribuer au renouvellement de l'expression musicale et de sa diffusion tout en partageant ses modèles de connaissance et ses innovations vers un large public. Le développement de liens structurels avec de grandes institutions de recherche et d'enseignement s'incarne au sein de l'Unité Mixte de Recherche avec le CNRS, Sorbonne Université, le ministère de la Culture.

L'année 2024 est une année marquée par le retour de l'exploitation à l'équilibre et par la confirmation par l'administration fiscale de la qualité « **d'assujetti complet** » et de « **redevable partiel** » de l'Ircam au titre de la TVA.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les mouvements des immobilisations en 2024 se décomposent comme suit :

Désignation	Montant début de l'exercice	Acquisitions de l'exercice	Sorties ou cessions de l'exercice	Montant fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Matériel audiovisuel	983 144	159 667	0	1 142 811
Outillage	303 363	4 566	0	307 929
Installations et aménagements	288 013	66 161	0	354 174
Matériel de bureau et informatique	802 777	143 685	0	946 462
Mobilier	296 177	10 852	0	307 029
Immobilisations corporelles	2 673 473	384 931	0	3 058 403

Tant sur le plan comptable que sur le plan fiscal, les amortissements sont calculés, sans considération de la valeur résiduelle, suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'usage :

- Agencements & aménagements des constructions : 7 à 10 ans
- Matériel et outillage : 7 à 10 ans
- Matériel audiovisuel : 5 ans

COMPTE FINANCIER 2024 – ANNEXES REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Matériel de bureau et matériel informatique : 3 ans
 - Mobilier de bureau : 15 ans
- Les amortissements pratiqués au cours de l'exercice 2024 se décomposent comme suit :

Désignation	Montant début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Matériel audiovisuel	452 508	149 431	0	601 939
Outillage	165 614	27 422	0	193 036
Installations et aménagements	75 070	56 520	0	131 590
Matériel de bureau et informatique	472 029	211 798	0	683 827
Mobilier	107 673	19 172	0	126 845
Immobilisations corporelles	1 272 895	464 342	0	1 737 237

Immobilisations financières

Les participations sont évaluées à leur coûts d'achat hors frais accessoires.
L'Ircam a créé une filiale de commercialisation Ircam Amplify SAS le 24 juin 2019.
Une augmentation de capital a eu lieu le 15 mai 2023.

Au 31 décembre 2024, la répartition du capital est la suivante :

- IRCAM 220.273 actions, soit 51,22 % du capital et des droits de vote
- CDC 137.401 actions, soit 31,95 % du capital et des droits de vote
- BELIEVE 40.106 actions, soit 9,33 % du capital et des droits de vote
- E.T.R.E. 8.601 actions, soit 2,00 % du capital et des droits de vote
- POST'ADVISOR 1.989 actions, soit 0,46 % du capital et des droits de vote
- NUMERIC PIPELINE 19.732 actions, soit 4,59 % du capital et des droits de vote
- Dirigeant et salariés 1.926 actions, soit 0,45 % du capital et des droits de vote

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'achat, une dépréciation est constituée du montant de la différence

Valeurs mobilières de placement, compte en devises, disponibilités

La trésorerie présente un besoin de financement ponctuel.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Elles sont principalement à échéance à moins d'un an à l'exception des créances nées de financements sur projets (ANR ou européens) dont la maturité peut être plus longue et qui ont été rattachées aux *autres créances* compte tenu de leur nature de subvention alors qu'elles étaient inscrites historiquement en client. Les achats de services dont l'utilisation effective interviendra en 2025 ont été comptabilisés en charges constatées d'avance

Fonds propres

Les fonds propres de l'association d'un montant de **1.468.697 €** sont constitués de :

- (537 €) du résultat de l'exercice ;
- 534.556 € de la réserve facultative ;
- 934.678 € de la subvention d'investissement.

Les subventions affectées à l'investissement sont rapportées au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement des immobilisations concernées. En 2024, **464.342 €** ont été rapportés au compte de résultat au titre de l'amortissement. Un montant de **384.932 €** de subvention a été obtenu et affecté au financement des investissements.

COMPTE FINANCIER 2024 – ANNEXES REGLES ET METHODES COMPTABLES

Dettes fiscales et sociales : provision pour congés à payer

Le montant de la dette pour congés à payer au 31/12/2024 s'élève à **895.249 €** charges comprises.

Subventions

Les subventions de fonctionnement sont comptabilisées dans les comptes de la période concernée ; le cas échéant, la quote-part des subventions à recevoir ou perçues d'avance est constatée en fin d'exercice.

Les financements issus des succès aux appels à projets émis en France par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) ainsi que ceux émis par la commission européenne sont comptabilisés comme des subventions.

Informations relatives aux contributions volontaires en nature

L'association a bénéficié de contributions volontaires en nature de la part du Centre Pompidou. Elles sont valorisées à un montant de **978.700 €** en vertu d'une convention liant le Centre Pompidou et l'Ircam datée de 2001 et correspondent à :

- la mise à disposition de locaux ;
- les fluides (électricité, eau, chauffage) ;
- la sécurité et le ménage.

L'association ne bénéficie d'aucune autre contribution volontaire.

Avantages et ressources provenant de l'étranger

À la suite de la modification du règlement ANC 2018-06 par le règlement ANC n°2022-04, le tableau sur l'état séparé des avantages et ressources en provenance de l'étranger est présenté ci-dessous.

État du contributeur	Montant inscrit dans l'exercice
Union Européenne	1 894 941

Situation fiscale

L'association est assujettie aux **impôts commerciaux** pour son activité.

En matière de TVA, l'Ircam a la double qualité « **d'assujetti complet** » et de « **redevable partiel** ». **Assujetti complet** à la TVA, l'Ircam, dans le cadre de ses missions, exerce **exclusivement** des activités qui entrent dans le champ d'application de la TVA.

Redevable partiel à la TVA, l'Ircam réalise à la fois des opérations taxables donnant lieu à collecte de TVA sur les recettes concernées mais aussi des opérations exonérées ne donnant pas lieu à collecte de TVA sur les recettes.

La double qualité induit, en ce qui concerne les dépenses, **soit la déduction intégrale de la TVA pour les activités assujetties**, soit une **absence de déductibilité pour les activités exonérées**, soit l'utilisation d'un « **prorata de déduction** » **pour les dépenses mixtes**.

L'Ircam a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2023 invalidant cette double qualité et concluant que l'Ircam serait un « **assujetti partiel** » et un « **redevable complet** ». La contestation de ce contrôle a abouti début 2025 confirmant ainsi **l'exactitude de l'analyse de la situation fiscale** de l'Ircam. Les comptes annuels 2024 intègrent cette confirmation.

L'Ircam a mis en place une sectorisation de son activité au regard de la TVA qui se présente comme suit :

- Les **opérations de la R&D sont considérées comme taxables**, elles s'inscrivent en effet dans une perspective de diffusion. L'objet de l'Ircam comprend la mission « d'assurer la diffusion du résultat de ses recherches ». Les résultats des recherches donnent lieu à exploitation en

COMPTE FINANCIER 2024 – ANNEXES REGLES ET METHODES COMPTABLES

interne par le pôle artistique propre, dans le cadre de contrats de licence, soit en direct via le Forum.

- Les **opérations de création sont considérées comme taxables** comme toutes les activités de spectacle vivant. Elles s'inscrivent dans une perspective de diffusion et de cession.

- Les **opérations de formation, bien que dans le champ d'application de la TVA, sont exonérées**, l'Ircam étant un organisme de formation « reconnu » qui dispense des formations dans le cadre des textes applicables.

- Les **opérations des activités communes sont déduites au « prorata de déduction »** à savoir les services généraux, les ressources humaines, le service financier, la direction générale et les investissements. Ce prorata est constitué par le rapport entre les recettes soumises à la TVA et les recettes totales dans le champ de la TVA et fait l'objet d'un calcul annuel.

Résultat de l'exercice

Le résultat global de l'exercice présente un déficit de **-537 €**.

Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière à devoir au personnel ne donnent lieu à aucune comptabilisation dans les comptes de l'association et sont données à titre d'information.

Les indemnités de fin de carrière à devoir au personnel s'élèvent à **264.795 € charges sociales comprises**. L'indemnité de départ à la retraite à l'initiative du salarié correspond à l'indemnité prévue par le code du travail (0,5 mois après 10 ans d'ancienneté, 1 mois après 15 ans, 1,5 mois après 20 ans et 2 mois après 30 ans). Les tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 ont été utilisées pour respectivement les hommes et les femmes. La probabilité de présence a été déterminée en fonction du turnover constaté durant les dernières années qui s'élève à 5 % de l'effectif. Par hypothèse, le coefficient de revalorisation a été considéré égal au coefficient de revalorisation des salaires.

Rémunérations des cadres dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il est précisé que les rémunérations accordées au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants salariés s'élèvent à 368.513 euros.

Honoraires de commissaire aux comptes

Dans le cadre de l'article R.123-198, alinéa 9 du Code de Commerce, il est précisé que le montant des honoraires du commissaire aux comptes comptabilisé au compte de résultat pour 35.391 €, se répartit de la manière suivante :

Honoraires au titre du contrôle légal des comptes :	30.391 €
Honoraires au titre des services autres que la certification :	5.000 €

Autres informations

L'Ircam a employé **103 personnes (ETP)** durant l'exercice 2024. En incluant les doctorants, stagiaires, chercheurs invités, salariés détachés, la communauté de travail s'élève à **156 personnes (ETP)**.

Événement postérieur à la clôture

La contestation des conclusions du contrôle fiscal a abouti début 2025 à reconnaître l'exactitude de l'analyse factuelle de la situation fiscale de l'Ircam. Les comptes annuels 2024 intègrent cette confirmation.